

Orientation des jeunes : recherche boussole désespérément !

*Anne Muxel, directrice de recherches émérite
au CEVIPOF (CNRS/Sciences Po)*



Résumé

Ce travail analyse les enjeux de l'orientation scolaire et professionnelle des jeunes en France à partir d'une enquête menée en 2025¹. L'orientation y apparaît comme un moment crucial mais anxiogène, dans un système éducatif jugé rigide et fortement déterminé par le diplôme. Les inégalités sociales et scolaires pèsent lourdement sur les trajectoires, et beaucoup de jeunes ont le sentiment de ne pas avoir de droit à l'erreur.

Malgré des dispositifs comme Parcoursup, le manque d'informations claires, de visibilité et de prise en compte des aspirations personnelles demeure. L'accompagnement par les acteurs scolaires est souvent jugé insuffisant, tandis que les parents jouent un rôle central mais ambivalent. Les jeunes expriment une forte peur de se tromper et un manque de confiance en eux et dans l'avenir collectif.

Cette défiance est accentuée par un contexte social et professionnel perçu comme incertain et en mutation rapide. Les jeunes femmes apparaissent plus inquiètes et moins soutenues que les jeunes hommes face à l'orientation. L'étude met en évidence une forte demande de repères, de soutien individualisé et de cohérence dans les parcours. Elle conclut à la nécessité de renforcer la confiance, l'information et surtout l'accompagnement personnalisé pour améliorer l'orientation.

¹ L'enquête a été réalisée par l'institut Opinion Way pour la plateforme d'orientation Edumapper. Pour son volet quantitatif, elle a été administrée auprès d'un échantillon de 1064 jeunes âgés de 18 à 24 ans hors lycéens, issus d'un échantillon représentatif des jeunes de 18 à 24 ans en France, et constitué selon la méthode des quotas au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socio-professionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. Les questionnaires ont été auto-administrés en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview). Pour son volet qualitatif, deux focus-groups (entretiens collectifs) ont été réalisés les 16 et 17 avril 2025, l'un auprès d'un groupe composé d'étudiants et étudiantes de niveau Bac +2 ou 3, suivant diverses filières d'études, parmi lesquels certains avaient effectué une réorientation, l'autre comprenant de jeunes actifs, sortis du système scolaire secondaire et n'ayant pas poursuivi leurs études dans l'enseignement supérieur.

Introduction

L'enjeu de l'orientation scolaire et professionnelle déborde le seul champ éducatif, car il renvoie à un impératif parmi les plus cruciaux des temps actuels, l'accès à l'autonomie des jeunes générations dans une société française touchée à la fois par de nouveaux paramètres d'accès au marché de l'emploi et par une vulnérabilité économique et professionnelle plus problématique.

L'orientation est un pivot entre le monde de la formation et le monde du travail. Et de fait, elle est un passage obligé. L'allongement du temps de la jeunesse et de la formation, courant désormais sur une quinzaine d'années, a entraîné une déconnexion des seuils d'entrée dans la vie adulte². Les parcours d'insertion sociale et professionnelle suivent de fait des trajets plus complexes, voire incertains, dont la linéarité devient l'exception. Dans ce contexte, l'orientation interroge tant les conditions objectives que les ressentis subjectifs de l'éventail des possibles qui s'offrent aux jeunes. Elle dépend d'un ensemble de dispositions sociales mais aussi de paramètres personnels où prend forme chaque projet individuel. Mais elle butte aussi souvent sur la pierre d'achoppement des inégalités scolaires que le modèle du système éducatif français n'arrive plus à contenir.

Dans les enquêtes internationales qui sont menées régulièrement pour évaluer les performances des différents systèmes éducatifs (PISA, PIRLS), ainsi que dans les évaluations quantitatives et qualitatives fournies par le ministère de l'Éducation nationale ou dans d'autres rapports publics, le système scolaire français fait plutôt figure de mauvais élève. Cela non seulement quant aux capacités cognitives et disciplinaires des élèves mais aussi quant à l'égalité des chances qu'il peut assurer aux élèves. Selon la dernière enquête PISA, la France est l'un des pays de l'OCDE où la variation de l'indice de statut socio-économique et culturel (SESC), permettant de comparer les résultats des élèves en fonction de leur milieu social, est le plus bas. Par exemple, seule la moitié des élèves de seconde professionnelle a une maîtrise satisfaisante en compréhension de l'écrit³. Dans ce contexte, la question de l'orientation est jugée particulièrement sensible par l'ensemble des protagonistes – élèves, familles et enseignants - pouvant jouer un rôle

² Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, 7^{ème} édition, Paris, Armand Colin, 2022

³ Ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse, DEPP, Note d'information N° 24.17, avril 2024

clé dans la destinée des jeunes et s'imposant comme un enjeu majeur dans les politiques éducatives menées par les gouvernements successifs.

Des efforts indéniables sont réalisés pour améliorer l'orientation des jeunes (plateforme Parcoursup, réforme du lycée, enrichissement de l'offre de formations, formation des enseignants, mise en place actuelle de la plateforme Avenir...)⁴. Mais, dans un monde professionnel en mutations rapides, la transition entre le monde de la formation et le monde de l'emploi reste problématique pour la jeunesse française, même parmi les plus diplômés. Par ailleurs, les dispositifs déployés comblent difficilement le sentiment des élèves de manquer d'informations et de visibilité sur les différentes voies s'offrant à eux tout au long de leur scolarité. Enfin, ces dispositifs n'arrivent pas à enrayer une frustration souvent ressentie par les élèves, liée à l'insuffisante prise en compte non seulement de leurs compétences et aspirations, mais aussi de critères plus qualitatifs liés à leur parcours ou à leur personnalité.

Toutes ces insuffisances entretiennent un grand malentendu autour des enjeux propres de l'orientation qui joue parfois à contre-emploi. Alors que celle-ci devrait remplir la fonction d'une boussole permettant aux jeunes et à leurs familles de trouver les repères nécessaires pour être guidés sur le chemin de l'entrée dans la vie sociale adulte, elle contribue trop souvent à la situation inverse. Plutôt qu'être un recours positif et rassurant, elle désoriente et peut déboussoler. Cette dysfonction est à la racine de la perception majoritairement négative de son efficacité et sinon du rejet, en tout cas d'une relative indifférence quant aux dispositifs et mesures déployés.

Une étude d'ampleur, menée sur la base d'une enquête rétrospective auprès des étudiants ayant quitté le système secondaire pour entrer dans l'enseignement supérieur a été conduite en 2025⁵. Réalisée à partir d'un double dispositif quantitatif et qualitatif,

⁴ La concertation sur l'orientation lancée en novembre 2024 a souligné les inégalités rencontrées par les élèves dans leur orientation scolaire en fonction de leur genre et de leur origine sociale ou géographique. Afin de combattre ces inégalités, le plan Avenir répond à l'objectif de faire de l'orientation un levier d'ascension sociale et d'épanouissement personnel. Dès l'automne 2025, 30 000 professeurs principaux de 3e seront formés pour accompagner à l'orientation et les parents des élèves y seront plus étroitement associés.

⁵ Elle a été commandée par Edumapper, plateforme en ligne gratuite, qui recense toutes les formations et informe sur leurs conditions d'accès, leur contenu et leurs débouchés professionnels. Son objectif est de permettre « à chaque futur(e) étudiant(e) de France, quel que soit son contexte, son origine sociale ou géographique, de choisir la formation supérieure la mieux adaptée à son profil et à ses ambitions ».

cette enquête a permis de recueillir leurs opinions sur le rôle joué par l'orientation dans leurs parcours et sur leurs attentes pour améliorer le système afin de mieux préparer leur passage dans l'enseignement supérieur et la vie professionnelle⁶. L'étude a pu restituer une évaluation au plus près de leurs besoins et de leurs ressentis.

Cette enquête inédite est scientifiquement solide et méthodologiquement rigoureuse. Elle s'appuie sur un large échantillon représentatif des jeunes entrants dans l'enseignement supérieur, partant des besoins très concrets auxquels ils sont confrontés, permettant ainsi d'établir un diagnostic précis et argumenté. Les données collectées confirment en bien des points les aspects les plus problématiques du système d'orientation qui prévaut en France.

Cette note a pour objectif, au-delà de la restitution des principaux enseignements de l'étude, de mettre au jour les dimensions problématiques les plus saillantes de l'orientation scolaire et professionnelle en France, en se focalisant sur les interrogations suivantes :

- **Qu'est-ce qui fait de l'orientation une question plus cruciale en France que dans d'autres pays ?**
- **Quels sont les facteurs explicatifs de la défiance et du malaise qui s'expriment à l'égard de ce processus pourtant décisif à l'échelle de la socialisation des jeunes ?**
- **Quel est l'impact des effets plus globaux des mutations et des bouleversements propres à nos sociétés contemporaines sur l'orientation ?**
- **Comment l'orientation peut-elle être un outil pour redonner confiance aux jeunes en leur avenir, et plus largement retrouver une efficacité dans le projet de démocratisation des parcours scolaires et professionnels d'entrée dans la vie adulte ?**

Loin d'épuiser le sujet, ces interrogations permettent de suivre un axe de réflexion pouvant ouvrir sur des débouchés concrets en matière de politiques publiques dans le champ éducatif.

⁶ Voir note 1 ci-dessus.

1. L'orientation : enjeux spécifiques et éléments de diagnostic propres au contexte français

La plateforme Parcoursup mise en place depuis 2018, destinée à recueillir les vœux des élèves pour orienter leur affectation dans l'enseignement supérieur, est désormais un outil au cœur de l'orientation des jeunes Français⁷. Depuis sa création, elle a évolué pour répondre au mieux à ses ambitions initiales et lever certains dysfonctionnements (complexité, lenteur, inégalités, arbitrages...) qui ont suscité polémiques et mécontentements des usagers. De fait, elle a connu des améliorations très significatives, de l'avis même des étudiants concernés, même si le moment de renseignements des vœux et l'attente des résultats restent une source de stress et de préoccupation pour les jeunes comme pour leurs familles. Selon une enquête récente de l'Institut Montaigne, les trois quarts des jeunes (77%) ressentent du stress lors de son utilisation. Mais ils sont 70% à réclamer son amélioration plutôt que sa suppression⁸. Il ressort ainsi que, dans le vécu de leur orientation, le besoin d'information est criant : 47% des jeunes interrogés dans notre étude déclarent ne pas avoir eu accès à toutes les informations nécessaires pour pouvoir faire le meilleur choix d'orientation tout au long de leur parcours scolaire.

La question de l'orientation scolaire et professionnelle des jeunes se pose de façon spécifique en France. Les conditions de l'intégration sociale y sont déterminées de façon plus précoce et moins flexible par le cursus scolaire et le niveau d'études. Pour la sociologue Cécile Van de Velde, comparées aux expériences de jeunesse dans d'autres pays européens, il existe en France « une pression sociale à « se placer » au sein d'une hiérarchie définie ».⁹ Le destin social est très étroitement conditionné par le diplôme. La formation initiale est considérée comme surdéterminante et les jeunes sont mis sur les rails de l'orientation très tôt, sans grandes possibilités de changements ou de bifurcations dans leurs trajectoires d'entrée dans la vie adulte. Dans ce contexte, on peut

⁷ À la fin de la période de confirmation des vœux de la phase principale au 2 avril 2025, 630.000 lycéens scolarisés en France ont confirmé au moins un vœu sur Parcoursup, soit 97,4% des 648.000 terminales inscrits sur Parcoursup. Se reporter à la note de Brice Moiteaux, *Note Flash du SIES*, N°8, Mai 2025, publiée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

⁸ Yann Algan, Olivier Galland, Marc Lazar, « Les jeunes et le travail : aspirations et désillusions des 16-30 ans », Institut Montaigne, 2025.

⁹ Se reporter à Cécile Van de Velde, *Devenir adulte, Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF, 2008, p.113.

comprendre que l'enjeu de l'orientation apparaît crucial et source d'anxiété pour les jeunes Français comme pour leurs parents.

L'orientation est perçue par les jeunes comme un moment décisif de leur parcours, et souvent comme une marque d'autonomisation. Elle représente une étape dans la construction de soi, une ouverture vers l'avenir et un pas vers l'émancipation. « Prendre un chemin de vie », « faire des choix », « penser à son avenir » sont les évocations les plus mobilisées pour signifier ce que peut représenter l'orientation dans la vie des jeunes. Mais c'est aussi un moment risqué, un point possible d'achoppement, voire de fragilité, dans leur développement personnel, faute de préparation et d'anticipation suffisantes. Les évocations négatives sont aussi largement convoquées. « C'est comme un vide et on saute sans savoir » est une phrase emblématique de leur ressenti. Une difficulté à se projeter, un manque de confiance en soi et surtout la peur de se tromper qui prend un relief particulier dans le système français de fait particulièrement rigide. Le lien étroit et peu réversible entre d'une part la destinée scolaire et le diplôme obtenu et d'autre part les possibles professionnels auxquels le jeune peut prétendre est ressenti par beaucoup comme contraignant, voire facteur d'inhibition. S'y ajoute aussi assez fortement la peur de ne pas réussir dans la voie empruntée.

Trois chiffres ressortant de l'enquête sont révélateurs de cette situation : 61% des jeunes interrogés pensent qu'en France, en matière d'orientation professionnelle, il n'y a pas de droit à l'erreur, 63% que ce sont les diplômes les plus importants dans la réussite professionnelle, et 72% que le choix d'une orientation professionnelle arrive trop tôt dans le cursus scolaire.

Cette surdétermination précoce des destins juvéniles par le diplôme est donc largement reconnue. Elle est aussi assez clairement dénoncée par les jeunes eux-mêmes. « C'est oppressant, on ne sait pas encore ce que l'on veut faire, c'est toujours de la pression en soi », « J'ai choisi au pif, et ça ne me convenait pas du tout », « c'est frustrant de ne pas avoir d'idées et stressant de risquer de ne pas faire le bon choix », « les cours que l'on a ne nous permettent pas vraiment de nous projeter dans un métier », sont autant de verbatims recueillis qui expriment un relatif désarroi de la part de beaucoup d'élèves

face aux décisions qu'ils ont à prendre sans guère de recul ou de possibilité d'anticiper leurs parcours.

Les fractures sociales, scolaires et culturelles qui traversent la jeunesse française se réfractent dans le vécu de l'orientation et dans la perception que les jeunes ont de son impact sur leurs parcours. Les jeunes actifs ont une évaluation globalement plus critique que les jeunes poursuivant leurs études dans l'enseignement supérieur. Dans le volet qualitatif de l'étude, ils témoignent par exemple de la déception de leurs parents à l'annonce de leur orientation précoce, les de fait excluant des filières d'études générales. Car l'orientation est souvent porteuse d'attentes fortes de la part de l'entourage.

Pour les jeunes actifs comme pour les étudiants, la question de l'orientation émerge à la fin du collège, en classe de troisième, avec le choix de la filière de lycée. C'est un moment décisif, pour ne pas dire le moment décisif : soit s'engager dans une filière générale et technologique, qui acte la poursuite dans l'enseignement supérieur, soit suivre la voie d'une professionnalisation précoce. Mais de l'avis de la plupart, ce choix intervient beaucoup trop tôt pour avoir une idée claire de ce que l'on veut faire plus tard. « En 3^{ème}, j'ai fait un choix plus à contrecœur, je ne savais pas vers quoi m'orienter. J'ai un peu choisi au pif ». L'horizon professionnel est considéré comme trop lointain. Puis viennent plusieurs étapes jugées elles aussi importantes par les élèves : le choix des spécialités à la fin de la classe de seconde, permettant d'éviter « de se fermer des portes », les différentes phases de Parcoursup tout au long de la classe de terminale. Une succession de choix qui se poursuit dans le cadre des études supérieures, jugés encore plus difficiles et déterminants que ceux qui ont été effectués dans le secondaire : un choix de réorientation lorsque l'on s'est trompé, un choix d'école à effectuer après une classe préparatoire ou une licence, un choix de master, souvent avec un niveau de sélection élevé. Pour les jeunes qui ont suivi, après le collège, une filière professionnalisante ou une entrée directe sur le marché du travail, le processus d'orientation se poursuit selon d'autres critères, où l'expérience directe du monde du travail prévaut - stages professionnalisants, succession de contrats de travail, opportunités variées – avec toutes les difficultés que ces différentes expériences peuvent générer. « C'est en testant qu'on se rend compte si c'est fait ou pas pour nous ».

Si les aspirations personnelles occupent une place centrale dans les choix d'orientation pour entrer dans l'enseignement supérieur, les jeunes restent néanmoins assez pragmatiques. Leurs décisions sont aussi fortement influencées par leurs résultats scolaires, les débouchés professionnels, le coût des études et la proximité géographique. Internet et les réseaux sont massivement utilisés mais les jeunes sont nombreux à déclarer avoir manqué d'informations essentielles pour faire un choix pleinement éclairé.

L'orientation obéit à des logiques pragmatiques mais aussi à des contingences moins évidentes à maîtriser. Par ailleurs, les différences de réussite scolaire et professionnelle, certes expliquées en partie par les effets de stratification sociale, dépendent aussi de critères individuels, pour partie psychologiques, souvent insuffisamment pris en compte dans les évaluations et les décisions d'orientation.

Pour le sociologue Olivier Galland, « l'orientation est un facteur de frustration durable, surtout après l'entrée dans la vie active ». Le taux d'insatisfaction passe en effet de 18% chez les étudiants à 30% chez les jeunes actifs avancés, âgés de 25 à 30 ans¹⁰. Avec le temps et le recul, l'impact de l'orientation peut être jugé plus sévèrement, mais avec des différences. Les élèves des filières professionnelles rencontrent plus que les autres des difficultés une fois sur le marché du travail, mais sont paradoxalement moins sévères sur leur orientation. Les diplômés des filières générales accèdent globalement à des emplois correspondant à leurs attentes, mais ils se montrent dans l'ensemble plus critiques envers leur orientation.

Grâce au volet qualitatif de notre étude, deux types de rapports à l'orientation ont pu être identifiés, distinguant très nettement les étudiants d'une part et les jeunes actifs de l'autre. Les premiers développent une stratégie qui se construit sur le long terme, en franchissant une série d'étapes au cours desquelles les choix d'orientation s'affinent et se précisent. Les seconds, sortant du système scolaire de façon plus précoce, doivent faire face à moins de visibilité sur l'ensemble de leur parcours, plus enclins à saisir des opportunités de formation ou d'emploi lorsque celles-ci se présentent, pouvant les éloigner d'un horizon professionnel désiré.

¹⁰ Yann Algan, Olivier Galland, Marc Lazare, Op.cit

Avec l'entrée dans l'enseignement supérieur, le choix de l'orientation est davantage pensé en lien avec une construction personnelle et un projet d'avenir tandis qu'une entrée précoce sur le marché du travail s'accompagne souvent d'un parcours plus incertain, obligeant à des arbitrages de court-terme. Les expériences comme les ressentis de l'orientation peuvent donc diverger. Les inégalités scolaires ont un inévitable impact.

2. Une défiance qui prend ses racines dans le parcours scolaire

Plusieurs travaux ont déjà signalé que le système éducatif français était jugé par les élèves plutôt assez sévèrement, notamment concernant ses deux piliers de l'idéal républicain qui l'animent, à savoir la méritocratie et l'égalité des chances. La confiance dans l'école ne va pas de soi. Dans notre étude 70% des jeunes interrogés disent qu'ils lui font confiance, seuls 12% affirment lui faire *tout à fait* confiance, tandis que 30% ne lui en accordent aucune. Chez les inactifs, la confiance en l'école est nettement érodée (51%), ainsi que chez les actifs ou inactifs n'ayant pas fait d'études après le bac (50%). La question des inégalités scolaires fait l'objet d'un constat aussi assez sévère. La moitié des jeunes interrogés (50%) n'est pas d'accord avec l'idée selon laquelle *l'école aide à réduire les inégalités sociales* et 45% rejettent l'affirmation selon laquelle les inégalités sociales dans le choix de l'orientation professionnelle ont tendance à se réduire. Enfin, 66% considèrent que *les filles et les garçons n'ont pas les mêmes opportunités d'orientation que les garçons*. L'appréciation reste donc mitigée. C'est un point qui doit être retenu.

Renvoyés à leur vécu de l'école, nombre de jeunes évoquent des souvenirs plutôt négatifs et malheureux, et c'est un sentiment assez général de manque de reconnaissance qui domine le plus souvent¹¹. Dans notre étude, si la majorité des 18-24 ans (60%) estime que leur parcours scolaire a été plutôt facile, une forte minorité (40%) juge que celui-ci a été plutôt difficile. L'expérience juvénile de l'école apparaît donc assez contrastée, et reste, comme attendu, assez liée aux résultats scolaires engrangés. Ce sont trois jeunes

¹¹ Selon les données de l'enquête *Generation What* (France Télévision/ Yami2/Upian, 2016, 68% des jeunes s'inscrivent en faux contre l'idée que *le système scolaire donne sa chance à tous* et 27% disent avoir connu à l'école une situation de souffrance. Se reporter à Anne Muxel, *Politiquement jeune*, Paris, Éditions de l'Aube/FJJ, 2018, p. 38

sur dix (28%) qui disent avoir subi une orientation scolaire imposée soit au collège soit au lycée.

Ce jugement en demi-teinte se retrouve concernant le rôle des acteurs scolaires sur leur orientation. Si la majorité des jeunes considère avoir eu le choix, que ce soit au collège (78%) ou au lycée (84%), ces chiffres restent à nuancer puisque 28% des élèves reconnaissent avoir subi une orientation scolaire imposée à un moment ou à un autre de leur parcours scolaire. Le niveau d'information dispensé par le collège et le lycée pour s'orienter dans de bonnes conditions est considéré comme relativement satisfaisant par la majorité des jeunes interrogés (respectivement 64% et 65%). Mais il ne faut pas négliger le tiers restant qui a pu se sentir lésé ou démunie, faute de renseignements adéquats pour les éclairer. Parmi les jeunes n'ayant pas poursuivi d'études supérieures, 58% déclarent ne pas avoir eu accès aux informations nécessaires à un moment ou à un autre de leur parcours scolaire.

Par ailleurs, le manque d'accompagnement apparaît assez criant. Nombre de jeunes dénoncent une absence de considération de leurs enseignants ou des personnels scolaires envers leur situation, leurs souhaits, leurs projets : 44% portent ce jugement en ce qui concerne leurs enseignants, 49% en pensant à leurs conseils de classe 56% en désignant spécifiquement les conseillers d'orientation jugés dans l'ensemble peu utiles, et par les jeunes filles nettement plus que par les jeunes garçons. Six jeunes sur dix constatent qu'ils n'aident pas vraiment les élèves. La sévérité du jugement à l'égard de cette profession au sein des établissements scolaires, pleinement dédiée aux problématiques de l'orientation, doit être notée. Ils constituent une figure distante que les élèves ne rencontrent que de façon épisodique, au cours de sessions d'informations ou de tests peu concluants, sans suivi particulier, ce qui ne permet pas de mettre en place la construction progressive d'un véritable parcours d'orientation. Quelques verbatims illustrent cette carence : « J'y suis allée et elle m'a orientée sur des choses, mais ça ne m'a pas plu, elle voulait que je fasse mécanique, hors de question. Je lui ai dit, mais son choix c'était ça. Elle était persuadée que j'allais devenir mécanicienne », « Il ne me trouvait pas de solution, il m'a orienté vers quelque chose qui n'avait rien à voir, il voulait me caser, c'est tout ». 56% des élèves interrogés pensent que les conseillers d'orientation rencontrés n'ont pas suffisamment pris en compte leurs souhaits ou aspirations.

Les enseignants quant à eux sont considérés comme éloignés des préoccupations et des projets de leurs élèves, ces derniers les rabattant sur leurs seuls objectifs de notes et de résultats scolaires. « On a peu d'aide des enseignants. Les profs ne nous connaissent pas. Ils ne connaissent qu'une toute petite facette de nous » reconnaît l'un des jeunes participant au volet qualitatif de l'étude. Ou cet autre : « Ils voulaient du 100% au bac. Ils se fichaient de la suite. On mène nos concours et ils nous mettent la pression, fallait finir les programmes. Et on ne m'a même pas dit que je n'étais pas réaliste. Les profs étaient concentrés sur le bac et pas après le bac ». Et encore : « J'ai aussi eu des professeurs harceleurs, qui me disaient que je n'allais pas y arriver. J'aurais eu besoin qu'on ne me rabaisse pas déjà », « Le prof il a une matière spécifique, je ne me vois pas parler au prof d'histoire-géo de ce que je veux faire ». 44% des élèves jugent que leurs enseignants n'ont pas pris en compte leurs souhaits d'orientation, et 49% leurs conseils de classe.

Pour contrecarrer cette relative insuffisance de l'accompagnement par les acteurs scolaires, les parents apparaissent comme davantage présents et mobilisés. Les trois quarts des jeunes interrogés (73%) estiment que leurs parents se sont beaucoup ou assez occupés de leur orientation et 78% considèrent que ces derniers ont pris en compte leurs souhaits d'orientation. Malgré cette présence parentale, les jeunes ressentent cette expérience comme un parcours assez solitaire, au cours duquel ils font l'objet de beaucoup d'attentes de la part des entourages adultes et où ils se retrouvent souvent confrontés à eux-mêmes et à l'incertitude de leurs choix. Les parents sont les plus en soutien, mais selon les milieux et les situations familiales, les parents ne disposent pas toujours des ressources nécessaires pour conseiller efficacement leur enfant. C'est aussi à cet endroit que se reproduisent les inégalités scolaires. Par ailleurs, lorsque les familles sont plus dotées scolairement et socialement, elles peuvent aussi exercer des pressions qui ne sont pas toujours faciles à vivre pour les jeunes concernés. Plusieurs verbatims témoignent du rôle à la fois déterminant et ambivalent des parents : « J'étais stressée et je ne voulais pas les décevoir », « Ma mère ne m'a pas soutenue dans les choix scolaires. Elle aurait aimé que j'aille en filière générale, et avoir un métier honorable », « Les parents sont plus stressants que vraiment utiles ».

En bout de course, au sortir du cycle secondaire, lors du choix des études supérieures et du métier envisagé, les trois quarts des jeunes interrogés reconnaissent avoir ressenti des émotions autant négatives (73%) que positives (72%). Parmi les premières, l'inquiétude est la première citée (49%), mais aussi la confusion (32%), le découragement (25% ou encore la solitude (19%). Parmi les secondes, ce sont l'envie et la curiosité, mais aussi une certaine excitation, qui sont les plus ressenties. De nombreuses craintes sont présentes à leur esprit : faire un choix qui ne leur plaira pas (45%), ne pas réussir dans la formation ou la filière choisie (42%), ou encore ne pas obtenir les notes suffisantes pour faire les études choisies. S'y ajoutent la peur de ne pas trouver de travail après leurs études (38%), des inquiétudes liées à leurs capacités ou à leur personnalité (26%) ou encore au risque de perdre leurs amis en changeant d'environnement (20%). La peur de l'échec s'invite dans le processus de l'orientation. Toutes ces anticipations négatives révèlent l'intensité du vécu de ce moment de transition que scandent les étapes de l'orientation, et peut-être plus préoccupant, d'un manque de confiance non seulement en eux-mêmes mais aussi dans les compétences acquises au cours de leur parcours scolaire. Elles permettent de prendre la mesure de l'insécurité des jeunes face aux choix décisifs, pour ne pas dire définitifs, qui s'offrent à eux, y compris parmi ceux qui poursuivent des études longues. Si 55% des jeunes estiment qu'il est facile de choisir une orientation professionnelle pour eux-mêmes, 45% ont une tout autre appréciation, jugeant qu'il s'agit pour eux d'une situation difficile. Et seuls 38% considèrent avoir été bien préparés à leur orientation professionnelle.

Une inquiétude mêlée de perplexité est donc de mise pour aborder le choix des études supérieures. 42% affirment savoir le métier qu'ils veulent exercer et être sûrs de leurs choix. La majorité se montre beaucoup plus incertaine et indécise, parmi laquelle 32% en ont identifié un mais n'en sont pas certains et 25% n'ont aucune idée de la profession qu'ils souhaiteraient exercer.

Ces résultats présument de la teneur des attentes des jeunes générations en matière d'orientation et du meilleur accompagnement qu'ils réclament. Un jeune sur deux (56%) a regretté d'avoir fait un mauvais choix d'orientation par manque d'information à un moment ou à un autre de son parcours.

3. Les attentes d'une génération marquée par l'incertitude ambiante propre au temps présent

L'une des caractéristiques de la génération Z, bien repérée par les travaux actuels en sociologie de la jeunesse, notamment le tout dernier ouvrage de Monique Dagnaud, *Génération Reset*¹², est leur capacité d'adaptation, voire une forme de résilience qui se traduit par un certain optimisme quant à leur avenir personnel qui tranche avec le pessimisme qu'ils expriment au sujet de la société et de l'avenir collectif. Dans notre enquête, alors que les jeunes se montrent assez largement satisfaits de la vie qu'ils mènent, (note moyenne de 6,8 sur 10, soit légèrement supérieure à celle de l'ensemble de la population (6,5 sur 10), ils se montrent pessimistes pour l'avenir collectif du pays. Un jeune sur deux (48%) ne voit pas l'avenir de la France de façon positive, notamment en matière d'opportunités professionnelles et de possibilités qui leur seraient offertes. Cette dissociation entre optimisme individuel et pessimisme collectif est un élément de contexte à considérer car il a une incidence sur la façon dont est perçue l'orientation et sa finalité.

Par ailleurs, leur socialisation est marquée par une « identité clivée ». Selon le sociologue François de Singly, les jeunes sont pris entre une double injonction de la part des parents, et plus largement des adultes qui les entourent : réussir scolairement et s'épanouir personnellement. « Dans un cas, le responsable est l'adulte, dans le second, c'est le jeune lui-même. Ce compromis permet, dans l'idéal, de cumuler les bénéfices d'une accumulation des savoirs par l'école, et de sa transformation en capital scolaire, et la découverte par l'enfant de ses intérêts personnels. Ce ne sera que plus tard qu'il pourra, dans un projet, réunir les deux parties de son identité, provisoirement dissociées. Pour le moment, les parents n'ont guère confiance dans le sens de l'avenir que peut avoir un jeune, ils s'estiment en conséquence responsables de ce temps, et laissent à leur fille ou à leur fils le temps présent. »¹³. C'est bien souvent un sujet de tensions qui se répercutent inévitablement sur les enjeux de l'orientation, avec les incompréhensions comme les frustrations que celle-ci peut susciter dans le contrat éducatif qui lie les enfants à leurs parents.

¹² Monique Dagnaud, *Génération Reset*, Paris, Odile Jacob, 2025

¹³ François de Singly, *Les adonaissants*, Paris, Armand Colin, 2006, p.85

Les jeunes ont aussi conscience de devoir se débrouiller par eux-mêmes pour rentrer dans un monde perçu comme difficile et complexe. L'inquiétude, le sérieux et l'implication avec lesquels ils abordent la question de leur orientation révèlent chez eux un état de vigilance sous tension pour faire face à la pression sociale et familiale quant à la question de leur futur professionnel.

L'orientation rejoint la liste des inquiétudes multiformes et omniprésentes qui les assaillent les jeunes - et pas seulement -, dans un monde perçu comme de plus en plus incertain et menaçant, où il est difficile pour eux de se projeter. Les discours éducatifs et les prescriptions des pouvoirs publics restent flous pour permettre ces projections. Du reste comment peut-il en être autrement puisque l'on ne connaît pas 80% des métiers qui feront la France de 2030 ! S'ajoute à cela que la plupart des jeunes considère la planète menacée et avec elle les chances de survie de l'humanité réduites à une peau de chagrin ! Les trois quarts des jeunes dans notre enquête (73%) reconnaissent avoir peur de l'avenir.

Dans un monde professionnel en mutations rapides, les jeunes ont besoin de repères fiables, de conseils et d'accompagnement. Cela ressort très clairement de l'étude. Ils doivent faire face à un double écueil : d'un côté une conception rigide, restant focalisée sur le niveau de diplôme et la réussite scolaire, laissant peu de place à la liberté et à la flexibilité des choix, d'un autre côté, un grand flou quant aux perspectives d'intégration professionnelle et une inquiétude face à l'avenir collectif, potentiellement source d'inhibition pour envisager sereinement leur parcours. L'étude souligne une demande sous-jacente d'accompagnement, non seulement en matière d'information face à la diversité croissante des offres de formation, mais aussi et surtout en matière de soutien personnel et individualisé. L'attractivité des formations privées sur le marché éducatif qui accueille désormais un quart des étudiants dans l'enseignement supérieur révèle une inquiétude vis-à-vis de l'arbitraire ressenti quant aux choix retenus par Parcoursup. Souvent à buts lucratifs et possiblement trompeuses quant à leurs débouchés, ces

formations peuvent se montrer rassurantes pour des jeunes et leurs familles faute d'informations suffisantes en matière d'orientation¹⁴.

Toutes les enquêtes actuelles sur la jeunesse mettent en évidence des écarts significatifs entre les visions que les jeunes femmes ont de la société et celles qui sont portées par les jeunes hommes. Huit jeunes femmes sur dix (79%) affirment une crainte envers l'avenir (soit +11 points que les jeunes hommes du même âge). Elles sont aussi plus inquiètes et plus méfiantes quant aux conditions de leur orientation et de leur insertion socio-professionnelle. Leurs parcours de formation apparaissent aussi moins assurés : 29% d'entre elles ont commencé leurs études dans l'enseignement supérieur et les ont arrêtées (contre 18% des jeunes hommes) ; 47% ont la crainte de ne pas réussir dans la formation ou dans la filière choisies (contre 38% des jeunes hommes). Enfin, elles ne sont que 30% à s'être senties bien préparées au choix de leur orientation professionnelle (contre 46% des jeunes hommes). Une étude récente de l'Institut Montaigne montre que dans ce temps de passage crucial de l'orientation elles disent bénéficier de moins d'attention et de soutien que leurs homologues masculins de la part des intervenants éducatifs et institutionnels¹⁵. C'est un point d'attention à noter.

Ces projections marquées par l'incertitude indiquent l'urgence des réponses à fournir de la part des acteurs éducatifs et des pouvoirs publics pour rassurer les générations qui feront la société française de demain. Elles supposent aussi que soient mis à la disposition des jeunes des instruments d'information, d'évaluation et de réflexion, conciliant à la fois la demande de pragmatisme et d'anticipation dont ils ont besoin pour prendre et trouver leur place dans un monde en pleine mutation.

4. Des leviers pour renforcer l'accompagnement des jeunes, et de fait améliorer les conditions de leur orientation

¹⁴ Sylvie Lecherbonnier et Éléa Pommiers, « L'essor des formations supérieurs privées inquiète », *Le Monde*, 14 mars 2025.

¹⁵ Yann Algan, Olivier Galland et Marc Lazar, *Les jeunes et le travail : aspirations et désillusions des 16-30 ans*, Étude de l'Institut Montaigne, mars 2025.

En s'appuyant sur les récits d'expérience, les ressentis à l'égard du processus de l'orientation scolaire et professionnelle, et les attentes très concrètes que les jeunes ont en la matière, cette étude permet d'identifier un certain nombre de leviers pour rendre ce processus plus adéquat et plus performant. Nous pouvons identifier trois grands registres de recommandations - confiance/information/accompagnement - à partir desquels des mesures, voire des changements de paradigmes, peuvent être envisagés. Faire de l'orientation, qui est au cœur des politiques publiques dans le champ de l'éducation et de la formation, une grande cause nationale, serait un objectif à considérer.

Confiance

Rétablissement de la confiance à tous les niveaux du processus de socialisation de la jeunesse française est sans doute un levier important pour améliorer les dispositifs de l'orientation, dans un contexte où la défiance des citoyens envers les institutions et les responsables taraude l'ensemble de la société française, y créant nombre de dysfonctionnements et un malaise démocratique envahissant¹⁶.

La confiance mitigée dans l'institution scolaire et dans ses acteurs pour aider les jeunes à s'orienter sur le chemin d'un parcours de formation et de professionnalisation jugé de plus en plus difficile, mérite que des réponses soient cherchées pour y remédier. Un jeune sur deux (53%) reconnaît ne pas avoir pu suivre ses envies personnelles d'orientation, et 45% regrettent d'avoir trop écouté les conseils de leur entourage. Ces chiffres indiquent la nécessité non seulement de redonner une confiance à la jeunesse pour la préparation de son avenir professionnel, mais aussi plus largement à l'ensemble des acteurs éducatifs, souvent démunis et peu préparés, qui les accompagnent.

Pour rétablir la confiance dans le processus d'orientation, et surtout dans l'avenir collectif du pays, les résultats de l'enquête incitent à s'appuyer davantage sur le monde de l'entreprise envers lequel les jeunes ont des attentes et qu'ils jugent de façon plutôt favorable. 78% d'entre eux font confiance aux petites et moyennes entreprises, 60% aux grandes entreprises, 73% aux entreprises françaises, 69% aux entreprises du secteur

¹⁶ On peut se reporter au Baromètre annuel de la confiance politique réalisé par le CEVIPOF. <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/etudes-enquetes/barometre-confiance-politique/>

privé et 65% dans les entreprises du secteur public. Le monde de l'entreprise est souvent coupé du monde de la formation, notamment dans le cycle secondaire de la scolarité. L'introduire davantage, à tous les stades du processus de l'orientation, répondrait sans doute au besoin des élèves et des étudiants d'accéder à plus de renseignements concrets non seulement sur les métiers qu'ils peuvent envisager, mais aussi sur ce qui les attend très concrètement dans la vie professionnelle.

Des ponts plus fréquents, et sans doute plus institutionnalisés, entre les deux univers de socialisation que sont l'enseignement et le travail, permettraient de renforcer la confiance des jeunes dans leur avenir en leur permettant de s'y projeter concrètement.

Information

C'est un point d'achoppement qui a été souvent évoqué dans l'enquête. Si les jeunes se disent globalement satisfaits sur les informations dont ils ont pu disposer pour s'orienter dans leur parcours scolaire et professionnel, les jugeant suffisamment fiables (75%), adaptées à leurs besoins (71%), faciles à trouver (66%), ils reconnaissent néanmoins que des améliorations pourraient être apportées, notamment sur des aspects concrets concernant les débouchés, les contenus des formations proposées, les aides apportées à leur situation personnelle. Ils n'hésitent pas non plus à reconnaître qu'ils ont pu manquer d'informations à certains moments clés de leur parcours. Ce n'est pas tant la masse et la diversité des informations à leur disposition qui est en cause que l'absence d'un mode d'emploi efficace et correspondant à leurs besoins pour les mobiliser et en faire un usage à bon escient.

Parmi les outils à leur disposition, Internet et les réseaux sociaux sont massivement utilisés. Le recours à l'IA, notamment à Chat GPT, s'impose de plus en plus, témoignant du besoin d'informations plus individualisées et plus adaptées à la spécificité de chaque parcours. Il traduit aussi un désir d'accompagnement, d'interaction et de dialogue qui déborde le seul espace numérique des données.

Cette demande qualitative plus que quantitative en matière d'information doit faire l'objet d'une attention particulière de la part des décideurs publics et des

entrepreneurs dans le champ éducatif. Elle invite à innover en matière d'orientation en mariant les nouvelles ressources en pleine expansion de l'IA avec un projet pédagogique utile pour la recherche d'informations pertinentes et pour une aide personnalisée à la décision.

Accompagnement

L'accompagnement est le maître mot qui ressort de cette étude, résumant à lui seul le besoin exprimé par les jeunes d'une prise en charge globale dans cette étape cruciale de leur vie. Par-delà les outils d'information et les dispositifs d'orientation mis en place, c'est un suivi personnalisé qui est recherché, prenant en compte le temps long d'un parcours se faisant en plusieurs étapes et assurant sa cohérence. La peur de se tromper fragilise souvent les jeunes. Leur demande plus ou moins confuse de réassurance pour les accompagner dans les choix qu'ils doivent formuler est omniprésente. Après le lycée, qu'il s'agisse d'une réorientation, d'un choix d'école, ou d'un choix de master, les décisions à prendre sont souvent déterminantes pour l'emploi futur, et un accompagnement ciblé et individualisé représenterait une aide notable. Et cela concerne autant les étudiants que les jeunes actifs.

Les jeunes femmes sont en demande d'accompagnement de façon encore plus affirmée que les jeunes hommes. Les résultats de l'étude montrent que dans nombre de situations elles se sentent plus démunies, moins assurées dans leurs choix, plus inquiètes et plus défiantes quant aux dispositifs mis à leur disposition. Elles doivent donc faire l'objet d'une attention particulière dans les mesures à mettre en place.

La question du suivi est essentielle. Mais ce suivi n'est pas une prise en charge prescriptive d'une orientation préétablie. Les jeunes ont besoin d'être guidés mais ils aspirent aussi à rester maîtres de leur orientation. Un juste équilibre entre ces deux bornes est à trouver, car les aspirations personnelles restent un moteur important de leurs choix.